



Déclaration des organisations syndicales représentatives et des représentant·es des parents d'élèves FCPE

Monsieur le Préfet,
Madame la Présidente du Conseil Départemental,
Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Les organisations syndicales et les représentant·es des parents d'élèves FCPE dénoncent :

- Une dotation de postes négative (- 18) qui conduit à fermer 73 classes et à affaiblir le service public d'éducation notamment en milieu rural.
- Un manque inacceptable de remplacement pérenne qui pénalise les élèves et épuise les enseignant.es.
- La réduction du CDEN à une chambre d'enregistrement des arbitrages du Directeur académique.

Les organisations syndicales refusent unanimement un fonctionnement de l'institution qui empêche la défense des collègues et des écoles. L'essentiel de la gestion des postes, des carrières, des mouvements, a été sorti des compétences du paritarisme. Le refus de re-convoquer un CSA-D (instance technique qui décide des ouvertures et fermetures de classes) après le vote unanime "contre" des organisations syndicales, est la manifestation d'un profond mépris à l'égard du terrain et des organisations syndicales.

Il convient qu'un nouveau CSA-D soit convoqué afin que soient réétudiées les propositions de modification de la carte scolaire de la rentrée 2023, en prenant en compte les situations des écoles du Maine et Loire et les préoccupations des parents, dans l'intérêt des élèves comme des personnels de l'Éducation Nationale.

Nous dénonçons le déni des arguments des acteurs du terrain (enseignant·es, délégué·es du personnel, parents, élu·es) dont fait preuve notre administration. Nous dénonçons la non prise en compte des données transmises par les directeurs·trices d'école. Cette méthode se calque sur celle du gouvernement sourd aux revendications du monde du travail contre une réforme des retraites injuste, injustifiée et signe d'une régression sociale sans précédent.

De la même manière, à l'opposé des aspirations des enseignant·es, le ministère communique sur un pacte salarial qui contribuera à dégrader les conditions de travail et à fragiliser le statut.

En ce qui concerne l'ordre du jour de ce CDEN, nos organisations demandent unanimement l'annulation de la dotation négative, des moyens à la hauteur des besoins du Maine et Loire et la re-convocation du CSA-D.

Signataires : FSU, FNECFP-FO, SGEN-CFDT, UNSA éducation, FCPE